



Plus belle la vie !

Comme dans la série télé, bien des retournements de situation sont possibles. Vrai satyre du Sofitel ou coup tordu contre un présidentiable ? Mieux vaut donner sa langue au chat. Pour l'heure, le moins étonnant dans l'inculpation est que DSK serait sorti tout nu de sa douche, comme tout un chacun ! Cela dit, c'est bien le seul détail de la vie quotidienne que le directeur du FMI semble partager avec le bon peuple, vu un détail qui a échappé à l'indignation ou l'accablement – c'est selon – des commentateurs relayés par les médias : cette suite à 3000 dollars la nuit (plus de 2000 euros), dans cet hôtel Sofitel de New York. « Socialiste », la coqueluche des sondages de ces derniers mois ? Un homme de la grande bourgeoisie d'abord !

Les peuples grec, portugais, et bien d'autres, à qui le FMI impose de faire des sacrifices pour que leurs Etats remboursent les dettes auprès des financiers, apprécieront. Dominique Strauss-Kahn luttait contre la crise, disait-il : mais les restrictions, ce n'est pas pour lui !

Il est à l'image de la grande bourgeoisie qu'il a servie à la tête du FMI et qui ne se prive pas : 83 milliards d'euros de bénéfices pour les actionnaires du CAC 40. Un milliard d'euros de bonus distribués par la seule banque BNP Paribas.

DES MÉSAVENTURES BLING-BLING AUX RÉALITÉS DU RSA

De l'autre côté de la société, la crise entamée en 2008 continue à frapper. En France, le chômage reste au plus haut. Et avec le chômage, se développe la pauvreté et pour beaucoup, il n'y a plus que les minimas sociaux pour survivre. C'est cette dernière fraction la plus démunie de la population que le ministre Laurent Wauquiez a eu le culot de pointer du doigt en mentant effrontément. Il a prétendu qu'on pouvait gagner autant sinon plus au RSA qu'avec un Smic... Or le RSA, c'est au maximum 466 € mensuels pour une personne seule (cinq fois moins qu'une seule nuit dans la suite du Sofitel) ! Le blanc-bec du gouvernement a tant abusé de démagogie en parlant de « cancer de la société », que Fillon a dû le recadrer, ou du moins faire semblant.

LES VRAIS ASSISTÉS

La rengaine sur l'« assistanat » n'est pas nouvelle. Elle sert surtout à protéger les vrais assistés, les assistés de luxe. Comme ces riches qui bénéficient du bouclier fiscal, qui permet à quelques nantis de toucher des millions d'euros de ristournes d'impôt. Certes, le bouclier fiscal sera bientôt supprimé, mais en échange l'impôt sur la fortune sera abaissé, ce qui reviendra au même !

En fait, ces ristournes fiscales ne sont qu'une cerise sur le gâteau pour les bourgeois. Les patrons touchent des milliards d'euros d'exo-

nérations de cotisations sociales. Et bien d'autres milliards d'aides publiques aux entreprises sous des prétextes divers. Tant et tant d'aides qu'il est difficile de les chiffrer : peut-être 65 milliards par an, d'après la Cour des Comptes... Mais sûrement encore plus. Après tout, en 2008, quand il fallait « sauver les banques », l'Etat français s'était engagé sur la somme faramineuse de 360 milliards !

Nos véritables ennemis, ce sont évidemment les classes possédantes qui se font des fortunes sur notre dos, et les hommes à leur service, qu'ils se disent de droite ou de gauche. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces gens-là. A défaut de Porsche, de Rolex, de suites de luxe ou autres dîners au Fouquet's, les travailleurs ne sont pas démunis, à condition d'utiliser leurs moyens propres pour se défendre. Ces dernières semaines, il y a eu des mouvements de grève pour exiger des hausses de salaires, comme sur les lignes de RER de la RATP en région parisienne, les bus des Courriers de l'Île de France, les tramways de Marseille, dans les supermarchés Carrefour Market, mais aussi dans bien d'autres entreprises. Les travailleurs qui se battent ne font que demander leur dû ! Des mouvements encore limités, mais qui devront bien finir par converger pour imposer une toute autre actualité politique et sociale que leur mauvais feuilleton en marge de la course à la présidence.

Côte d'Ivoire : l'ordre impérialiste règne, place aux affaires

Le 11 avril 2011, en permettant aux soldats d'Alassane Ouattara d'arrêter son rival Laurent Gbagbo dans son palais présidentiel, le corps expéditionnaire français Licorne mettait un terme... provisoire à un affrontement qui durait depuis le deuxième tour des élections présidentielles, le 28 novembre 2010.

La France comme l'ONU s'étaient empressés de reconnaître la victoire de Ouattara avec 54 % des suffrages. La légitimité de ces résultats, contestés par Gbagbo et par le Conseil constitutionnel, composé de ses proches, n'avait rien d'évident, dans la mesure où la Côte d'Ivoire était divisée depuis près de dix ans en deux régions contrôlées militairement par chacun des deux rivaux. La campagne médiatique selon laquelle Ouattara aurait été « démocratiquement élu » et l'armée française aurait volé au secours de cette démocratie bafouée par Gbagbo est donc clairement mensongère. L'Union africaine proposait ainsi un partage du pouvoir et/ou la tenue de nouvelles élec-

tions, propositions rejetées par Ouattara et ses soutiens internationaux.

GBAGBO, UN NATIONALISTE... EN PAROLES

La Côte d'Ivoire, qui faisait figure de vitrine du capitalisme africain dans les décennies 1970-1980, au point qu'on parlait alors du « miracle ivoi-rien », sous la férule du dictateur Houphouët-Boigny, a connu une certaine stabilité jusqu'à la mort de celui-ci en 1995. Depuis sa disparition, plusieurs coups d'État se sont succédés jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo qui, en octobre 2000, remportait une victoire électorale contre le général putschiste Robert Guéi. Deux ans plus tard, en septembre 2002, éclatait une rébellion armée dans le nord. Les opposants, dirigés notamment par Ouattara et Guillaume Soro, tentaient un coup d'État qui tournait court. La situation évolua rapidement vers une guerre civile entre le sud tenu par le gouvernement officiel et le nord contrôlé par les rebelles (voir notre article dans le précédent numéro de Convergences révolutionnaires).

Une longue série d'affrontements interrompus par des tractations et des compromis provisoires, conclus sous l'égide de l'ex-puissance coloniale, avait suivi. Le gouvernement français avait alors envoyé un corps expéditionnaire de 4 000 hommes, baptisé Licorne. Le bombardement de la base militaire française de Bouaké par des avions pilotés par des mercenaires ukrainiens engagés par Gbagbo, le 6 novembre 2004, avait fait neuf morts et fournit à Chirac l'occasion de donner l'ordre à l'armée française de détruire l'aviation de Gbagbo.

Dès lors, il était clair que le torchon brûlait entre Paris et le président ivoirien, même si l'impérialisme français conserva pendant encore quelques années deux fers au feu.

En effet, en dépit de discours parfois très violemment anti-français, Gbagbo n'avait rien d'un farouche nationaliste hostile au pillage de son pays, dont la moitié de l'économie au moins (voir notre encadré) est contrôlée par des entreprises françaises. Il n'a jamais pris la moindre mesure de nationalisation à l'en-

contre des grands trusts comme Bouygues ou Bolloré, à qui il avait notamment accordé la concession du port d'Abidjan. En ce mois d'avril, à la veille de son arrestation, il tentait encore de signer des contrats et de vendre des stocks de café et de cacao à diverses entreprises.

POURQUOI L'IMPÉRIALISME A-T-IL CHOISI OUATTARA ?

On peut donc se demander pourquoi l'impérialisme français a finalement choisi Ouattara, au risque de déstabiliser davantage le pays, alors que Gbagbo restait solidement installé dans la partie la plus importante du pays, dont la capitale. Pour que les affaires marchent, il faut que l'ordre règne. L'expédition éclair des forces de Ouattara, lancée fin mars 2011, qui devait aboutir à la chute de Gbagbo, a en effet été encadrée et équipée par les conseillers militaires français. Dans les anciens territoires coloniaux, les interventions par « rebelles » interposés pour se débarrasser d'un dirigeant encombrant, mettre la main sur des richesses ou évincer des capitalistes concurrents sont monnaie courante. À l'époque de la guerre froide, la domination de l'impérialisme français dans ses chasses gardées africaines faisait figure de rempart contre l'URSS et n'était pas ou peu contestée par les autres États occidentaux. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, le poids de l'impérialisme français a diminué en Afrique. Les rivalités impérialistes se sont accentuées et chacun veut sa part du gâteau. Les conflits d'intérêts ne sont pas toujours faciles à démêler, car ils opposent non seulement les États, mais parfois des capitalistes et trusts de mêmes États qui parient sur des hommes de paille différents...

Dans ce contexte, certains chefs d'État africains sont tentés de mener un jeu d'équilibre entre les diverses grandes puissances pour se ménager une petite marge d'autonomie. Le président-dictateur du Cameroun, Paul Biya, a ainsi assez bien réussi à diversifier ses « partenaires » impérialistes et il n'y a plus un seul soldat français sur le territoire camerounais. Il semble que Gbagbo ait tenté de jouer cette carte dès 2002, en s'adressant notamment à la Chine, à la Russie, à divers investisseurs asiatiques et surtout aux États-Unis qui prenaient des parts importantes dans des entreprises stratégiques comme la Sifca, qui contrôle, entre autres, la moitié de la production du cacao. Ce n'est pas un hasard si, lors des manifestations anti-françaises organisées par les partisans de Gbagbo en 2005, étaient brandies des pancartes rédigées en anglais demandant l'aide des Américains. Toutefois, Washington ne devait pas jouer le jeu attendu et acceptait de soutenir Paris par ONU interposé. Enfin, par sa personnalité et ses liens personnels avec Bouygues et même

Sarkozy, Ouattara, ancien commis du Fonds monétaire international et affairiste enrichi par d'innombrables trafics et pots de vins, qui possède des entreprises dans plusieurs pays, offrait davantage de garantie de fiabilité que Gbagbo.

On voit ce qu'il en est des mensonges répétés sur « la protection des populations civiles ». Des populations qui ont été les premières à souffrir de l'offensive des troupes de Ouattara, comme en atteste le massacre de Duékoué qui, selon les témoins d'organisations comme la Croix rouge, a fait entre 800 et un millier de victimes. Ouattara lui-même vient d'ailleurs d'être contraint de reconnaître la responsabilité de ses troupes. Celles-ci, en entrant dans Abidjan, se sont comportées comme de vulgaires pillards, au point qu'il était difficile pour la population de distinguer parmi les bandes armées qui volaient, rançonnaient, violaient, celles qui appartenaient à l'armée de Gbagbo de celles de son rival ou des hordes de voyous agissant pour leur propre compte.

QUEL AVENIR ?

Cette intervention militaire de l'impérialisme français dans un pays africain censé être « indépendant » vient s'ajouter à une très longue liste qui commence en 1964 au Gabon pour protéger le président M'Ba, où figurent entre autres les massacres commis au Cameroun à la fin des années soixante pour soutenir le dictateur Ahidjo, les expéditions au Zaïre en 1977, le renversement de Bokassa en 1979, au Tchad, en Mauritanie et surtout l'opération Noroît au Rwanda en 1990, qui devait aboutir au terrible génocide de 1994. L'intervention en Côte d'Ivoire est d'ailleurs loin d'être terminée, puisque le ministre de la défense Longuet a annoncé l'envoi de gendarmes pour maintenir l'ordre dans les rues d'Abidjan.

Il est douteux que cette expédition suffise pour rétablir durablement le calme dans ce pays. D'une part, elle va sans aucun doute susciter l'hostilité voire la haine d'une grande partie de la population contre un président porté au pouvoir par l'ancienne puissance coloniale. D'autre part, les forces qui soutiennent Ouattara sont très hétérogènes et leur unité très fragile. Le pouvoir et les moyens financiers considérables qui en découlent lui ont sans doute permis d'acheter le ralliement de chefs militaires jusqu'alors considérés comme des fidèles de Gbagbo, mais leur appui reste aussi problématique.

La seule force sociale qui pourrait mettre fin à ces sanglants conflits d'intérêts et de clans, c'est la classe ouvrière de Côte d'Ivoire, qui compte des millions de travailleurs, aussi bien ceux qui sont employés dans l'industrie et les ports que ceux qui triment dans les plantations.

Il est difficile de savoir comment ces événements ont été vécus par les travailleurs ivoiriens, mais, par le passé, ils ont montré qu'ils étaient capables de défendre leurs intérêts, comme par exemple lors de la longue grève des transporteurs d'avril 2010, celle des dockers de juin 2009 ou celle des 600 000 planteurs de cacao en octobre 2006. S'il y a un espoir de sortir de l'impasse sanglante dans laquelle l'impérialisme, ses trusts et ses valets enferment le peuple ivoirien, il viendra du prolétariat, et nous devons lui apporter toute notre solidarité.

UN PAYS PILLÉ PAR L'IMPÉRIALISME

La Côte d'Ivoire est riche en ressources naturelles. Ce pays se place au premier rang de nombre de productions agricoles : cacao, coton, caoutchouc, café, huile de palme, bananes, ananas. À ces richesses traditionnelles, vient s'ajouter le pétrole et le gaz naturel qui vient d'être découvert par Total au large des côtes ivoiriennes. Ouattara se serait d'ailleurs engagé, avant même d'occuper le fauteuil de président, à accorder l'exclusivité de ce gaz à la France par un contrat qui entrerait en vigueur lors de son arrivée au pouvoir.

Le poids de l'impérialisme français reste considérable : on recense environ 600 entreprises françaises, dont 240 filiales de grands groupes (voir CR 74), qui représentent environ la moitié de l'économie du pays. À noter, simple exemple, qu'une des premières actions militaires terrestres de l'armée française à Abidjan au cours des derniers événements a consisté à s'emparer du port pour permettre l'exportation de stocks de cacao qui y étaient entreposés, alors que le cours de ce produit atteignait son plus haut niveau depuis 1979...

Des centaines d'autres sociétés officiellement « ivoiriennes » sont en effet gérées par des hommes de paille. Ce pays, doté d'infrastructures modernes, est particulièrement convoité, bien qu'il fasse encore partie des chasses gardées de l'impérialisme français. Sa législation est particulièrement favorable aux investisseurs étrangers. Au point que, selon la Chambre de commerce franco-ivoirienne, le retour sur investissement est de l'ordre de 30 %, soit trois fois plus que celui d'une entreprise française considérée comme très rentable. En revanche, la situation de la population s'est fortement dégradée depuis les années 1980, le PIB par habitant tombant de 1 000 dollars à 600 dollars par an. Selon l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI), la moitié de la population ivoirienne survit aujourd'hui avec moins de quatre cent francs CFA par jour, soit 0,6 euro...

Sources : UGTCI, ministère du Commerce extérieur de la France, chambre de Commerce franco-ivoirienne.

Qui sommes-nous ?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique

sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.